

Convention collective

IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES

(Champagne délimitée)

(2 juillet 1969)

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 177 DU 8 JUILLET 2010

NOR : AGRS1197006M

IDCC : 8216

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne,

D'une part, et

Les syndicats CGT de la Marne, des Ardennes et de l'Aisne ;

Les syndicats CGT-FO de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

La fédération régionale agroalimentaire Champagne-Ardenne CFE-CGC ;

La CFTC agriculture de Champagne-Ardenne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au chapitre XIV « Dispositions particulières au personnel d'encadrement », l'article 78 *bis* « Durée du travail » est modifié de la manière suivante : au 2^e alinéa, les termes « ou annuelle » sont supprimés.

Article 2

Dans le même chapitre, les dispositions de l'article 80 « Rémunération » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les techniciens et agents de maîtrise de niveau 1 étant soumis à l'horaire collectif ont une rémunération déterminée en euros/heure :

Leur salaire mensuel est déterminé :

- soit par référence à la durée légale du travail et, en ce cas, les heures supplémentaires éventuellement effectuées sont rémunérées chaque mois ;
- soit en fonction d'un forfait en heures défini par l'employeur. En ce cas, la rémunération forfaitaire qui leur est versée, est calculée en tenant compte des majorations pour heures supplémentaires en application de l'article 7.3 de l'accord national du 23 décembre 1981.

Les techniciens et agents de maîtrise de niveau 2 et les cadres de niveau 1 perçoivent une rémunération correspondant au forfait annuel défini dans leur contrat de travail ou l'avenant signé avec leur employeur.

Les cadres de niveau 2 perçoivent une rémunération forfaitaire sans référence horaire qui doit tenir compte des responsabilités confiées. Leur rémunération ne peut cependant être inférieure au seuil fixé par la convention collective.

La rémunération du personnel d'encadrement évolue en fonction des négociations conduites par les représentants des employeurs et des salariés conformément à l'article 20. »

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2010 et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Champagne-Ardenne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 8 juillet 2010.

(Suivent les signatures.)